



Assemblée générale

Distr. générale
11 octobre 2010

Original : français

Soixante-cinquième session

Points 8 et 115 de l'ordre du jour

Débat général

Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire

Lettre datée du 6 octobre 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer aux deux lettres à vous adressées et datées respectivement du 22 septembre 2010 et du 27 septembre 2010 communiquant la décision de la délégation de Madagascar de s'abstenir de prendre la parole au débat général de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'au débat général de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale.

Comme il a été mentionné dans les deux correspondances en question, cette décision a été prise en toute souveraineté et sur une base volontaire, non seulement en vue d'éviter des discussions inutiles et improductives, mais aussi pour préserver la sérénité du déroulement des travaux de l'Assemblée générale.

Par ailleurs, d'ordre de mon gouvernement, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire assurer la diffusion de la présente lettre et de ses annexes (textes des discours qu'aurait prononcés le Ministre des affaires étrangères de Madagascar le 22 septembre 2010 et le 29 septembre 2010) comme document de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(Signé) Zina **Andrianarivelo-Razafy**



**Annexe I à la lettre datée du 6 octobre 2010 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent de Madagascar auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Discours de Son Excellence Monsieur le Ministre des affaires
étrangères de Madagascar à la Réunion plénière de haut niveau
de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire
pour le développement (New York, 22 septembre 2010)**

Au nom du Gouvernement de Madagascar et de la délégation malgache que je conduis, permettez-moi, Messieurs les Coprésidents, d'exprimer nos vifs remerciements pour notre invitation à prendre part à ce moment historique auquel le peuple malgache accorde la plus grande importance. Ma délégation voudrait également adresser ses vives et chaleureuses félicitations pour votre accession à la coprésidence de cette réunion de haut niveau.

Par l'adoption de la Déclaration du Millénaire en l'an 2000, nous avons marqué l'histoire de notre organisation par notre détermination et notre engagement à faire de notre planète un monde meilleur, à travers les objectifs que nous nous sommes fixés au bénéfice de plusieurs centaines de millions d'êtres humains.

À ce titre, permettez-moi, une fois de plus, Messieurs les Coprésidents, Mesdames et Messieurs, d'adresser la vive reconnaissance du Gouvernement malgache à l'endroit de Monsieur le Secrétaire général pour avoir déployé les efforts et mobilisé les ressources nécessaires pour la tenue de cette réunion, dont le succès est vital pour le bien-être de nos populations et de notre future génération.

Madagascar se félicite du rapport du Secrétaire général sur les objectifs du Millénaire pour le développement de février 2010 (A/64/665) intitulé « Tenir les engagements pris » et du processus de négociation ayant abouti à la déclaration finale de cette réunion de haut niveau de 2010, à laquelle ma délégation apporte son plein appui.

Malgré ces efforts, nous constatons, à cinq ans de l'échéance, que la complexité et le caractère transversal de la crise mondiale deviennent plus apparents que jamais, pour ne parler que de la récession économique de 2007-2010 liée à la crise financière qui a frappé presque tous les pays du monde et les crises politiques qui ne cessent de se multiplier en Afrique. Ces situations compromettent dangereusement les progrès réalisés. À cet égard, nous devons agir de concert en redoublant, voire triplant, nos efforts pour atteindre nos objectifs visant à éliminer la pauvreté, la faim, la maladie et les mortalités maternelle et infantile, conformément au souhait ardent de notre Secrétaire général de faire de ce sommet « une occasion cruciale » pour y parvenir.

Nous sommes témoins et vivons au quotidien la dégradation continue de notre environnement. La multiplicité des impacts des changements climatiques sur notre planète, nos peuples et nos économies est un signal d'alarme face auquel nous devons agir sans tarder. Renforcés par l'interdépendance croissante de nos États et communautés, ces fléaux nous interpellent sans cesse et exigent de nous des actions rapides, efficaces et soutenues.

Nous nous félicitons des progrès accomplis et des avancées enregistrées pour atteindre les huit objectifs qu'ensemble nous nous sommes fixés. Force est malheureusement de constater que la route est encore longue, alors même que le temps n'est pas en notre faveur. Une mobilisation universelle assortie d'une volonté politique avérée et de la réalisation concrète des engagements pris est donc indispensable.

Le développement et la sécurité sont inséparables et constituent des stratégies à long terme. Ils servent à lutter contre la pauvreté, les maladies infectieuses, la dégradation de l'environnement, qui affectent des millions de personnes et menacent en permanence la sécurité humaine. En outre, ils jouent un rôle décisif dans le renforcement des États, devenus bien trop fragiles pour faire face aux défis de tous genres.

Madagascar fait partie des pays les plus vulnérables, non seulement de par son économie encore bien fragile, mais aussi de par sa situation géographique qui l'expose continuellement aux aléas climatiques. Néanmoins, je voudrais annoncer que le Gouvernement malgache n'a pas ménagé ses efforts pour réaliser les engagements. Ces progrès concernent principalement le domaine de la santé.

En effet, grâce à des actions drastiques et des mesures concrètes qui ont été prises, Madagascar connaît une baisse considérable de la mortalité infantile et juvénile.

J'attire également votre attention sur l'état du VIH/sida à Madagascar dont la prévalence, qui est de 0,1 % en 2007, est encore assez faible. Néanmoins, Madagascar ne cesse de redoubler d'efforts pour lutter contre cette maladie et souligne particulièrement son adhésion aux mesures prises aux niveaux régional et international.

Messieurs les Coprésidents, vous n'êtes pas sans savoir que Madagascar possède une biodiversité riche et unique, ce qui la place parmi les pays aux taux les plus élevés d'endémicité. C'est pourquoi la protection de l'environnement fait partie des priorités absolues du Gouvernement malgache. La proportion des zones forestières connaît une tendance à la stabilisation du couvert forestier depuis ces dernières années. À cet effet, le programme environnemental en cours met l'accent sur la création de 2,65 millions d'hectares d'aires protégées qui constituerait à terme 10 % de la superficie du pays et ayant permis de réduire de 75 % la déforestation.

L'éducation n'est pas en reste, car c'est la pierre angulaire de l'avenir de nos générations. Madagascar connaît également une avancée significative dans ce domaine. Par ailleurs l'alphabétisation, la formation des adultes et des formateurs pour disposer des compétences nécessaires et définir une ligne de conduite adaptée à la situation du pays figurent parmi nos priorités.

En vue d'éliminer la pauvreté et la faim ou la réduire de moitié selon l'objectif n° 1, nous avons pu renforcer la sécurité alimentaire en adoptant une politique nationale de nutrition (2005-2009) et une politique nationale de santé avec prise en charge en cas de malnutrition sévère depuis 2008. La réalisation du projet ARM ou accélération de la réduction de la malnutrition dans la région du sud-est de l'île, la mise en place des sites de nutrition et la promotion de l'alimentation du jeune enfant en font partie. Toutefois, des actions allant dans le sens de leur généralisation dans d'autres localités, dans un premier temps, et visant, dans un second temps, à faire de toute la population l'acteur principal de leur sécurisation alimentaire, méritent d'être

menées. Ici se trouve la nécessité d'augmenter les moyens alloués aux microprojets liés à la production agroalimentaire.

Sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, un plan national d'action genre et développement (PANAGED) a été adopté en 2003 et différentes mesures dénommées « Miralenta » (égalité) ayant pour objectif de promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme devant la loi et diverses situations juridiques ont également été prises. Dès lors, une loi portant politique de l'emploi a été adoptée en 2005 pour combattre la discrimination et favoriser l'embauche ainsi que la formation professionnelle des femmes. Des résultats tangibles peuvent être perçus actuellement, dont la création des réseaux de femmes leaders dans les 22 régions de l'île.

Pour la santé maternelle et infantile, Madagascar, par le biais de la coopération multilatérale, a pu réduire la mortalité maternelle et infantile en prenant en charge les femmes pendant et après la grossesse et l'accouchement avec « le fonds d'équité » mis en place auprès de tous les centres hospitaliers. Quant à la santé de la population en général, des mesures nationales de lutte contre le paludisme et d'autres maladies ont été prises : campagne de vaccination, accès facile dans les centres de base, distribution de moustiquaires imprégnées.

Comme vous pouvez le constater, les progrès accomplis sont nombreux et multiples. Toutefois, Madagascar est loin d'atteindre les objectifs du Millénaire.

Un partenariat dynamique, efficace et ciblé fait partie intégrante des outils indispensables pour atteindre nos objectifs. C'est pourquoi Madagascar appelle les partenaires à respecter leurs engagements et à mobiliser davantage les ressources pour que tous les pays, en particulier ceux qui sont en développement et ceux du continent africain, puissent atteindre ces objectifs.

Il serait dès lors plus fructueux d'intensifier les mécanismes de financement innovants, si je ne cite que le marché du carbone, dans une logique de promotion de la fameuse responsabilité sociétale et environnementale, dans le domaine économique.

Résolue à contribuer à l'avènement d'un avenir meilleur pour tous, Madagascar appuie les revendications des États insulaires en développement et les pays les moins avancés en matière de coopération avec le système des Nations Unies.

Nous appuyons également les recommandations du Groupe des 77 et la Chine sur le renforcement de capacités, l'amélioration de l'assistance technique et financière et le transfert de technologie. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication contribuent en effet à la promotion de la démocratie, du développement et de la sécurité. De surcroît, elles peuvent faciliter considérablement la participation du peuple à la vie politique et influencer la jeune génération.

À deux tiers du parcours, je voudrais dire que notre route reste longue en termes d'investissement et d'engagement. Mais cette distance sera minime, le temps s'écoulera vite et nos objectifs seront atteints si nous mettons en œuvre un véritable partenariat. Un monde meilleur qui s'épanouit dans la paix, fruit d'une solidarité à l'échelle planétaire, nous attendra d'ici à 2015. Alors, osons relever le défi de nous y rendre sans détour ni résignation!

**Annexe II à la lettre datée du 6 octobre 2010 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent de Madagascar auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Discours de Son Excellence M. Hippolyte Rarison
Ramaroson, Ministre des affaires étrangères
de la République de Madagascar, lors du débat général
de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale**

[New York, le 29 septembre 2010]

C'est un plaisir pour moi de m'exprimer devant cette tribune des Nations Unies et de pouvoir contribuer aux réflexions et concertations à cette soixante-cinquième session de l'Assemblée générale.

Permettez-moi tout d'abord d'adresser ma reconnaissance à S. E. M. Ali Abdussalam Treki, pour la manière avec laquelle il a dirigé les travaux de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Cela nous a permis d'avancer dans divers thèmes d'actualités et utiles à l'épanouissement de l'humanité toute entière.

Permettez-moi, en outre, de présenter mes félicitations pour l'élection de S. E. M. Joseph Deiss à la présidence de la soixante-cinquième session. Je suis convaincu que notre assemblée adoptera des résolutions et des décisions pertinentes sous sa direction clairvoyante.

Je voudrais également témoigner ma profonde gratitude à l'égard de S. E. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de notre organisation, pour son inlassable détermination à faire de celle-ci le pilier et la fondation d'une structure mondiale à visage humain, d'un système universel dans lequel tous, sans exception, trouvent leurs comptes et se sentent considérés.

Comme nous le savons tous, l'ONU constitue le cadre idéal pour échanger nos expériences respectives et pour entretenir cet élan de solidarité.

Aussi, le thème choisi pour cette session « Réaffirmer le rôle central des Nations Unies dans la gouvernance mondiale » est-il tout à fait opportun. En effet, il est plus que jamais important de redonner à notre organisation un rôle central et de leadership pour affronter les nombreux défis auxquels le monde est confronté.

Cela commence par une meilleure représentativité des grands ensembles géopolitiques, démographiques et géoéconomiques dans les instances de prises de décisions des organisations internationales, à commencer par l'ONU, qui devrait être le pilier central du système de gouvernance mondiale.

L'environnement international actuel est caractérisé par la persistance de crises globales. La crise économique et financière internationale continue d'avoir des conséquences qui vont en s'amplifiant dans les pays en développement. De surcroît, les menaces sur la paix et la sécurité internationales constituent un problème mondial majeur, sans parler des défis environnementaux et du développement.

Madagascar est d'avis qu'il faut réaffirmer le rôle central des Nations Unies dans la recherche de solutions viables à la crise économique et financière

internationale qui continue d'affecter la vie de millions de personnes dans le monde, plus particulièrement les plus vulnérables.

La mise en œuvre de ces solutions viables exige des actions concertées et coordonnées de la communauté internationale avec le leadership de notre organisation.

Nos actions doivent être axées sur la bonne gouvernance nationale et internationale, y compris la réforme du secteur financier à travers la régulation des marchés financiers et la lutte contre la corruption. Il est plus que temps pour une participation plus accrue et effective des pays en développement dans les processus de prise de décisions, en l'occurrence au sein des institutions de Bretton Woods.

Les crises économique et financière ont des répercussions directes sur le financement du développement déjà tributaire de l'insuffisance chronique de ressources pour le développement.

À cet égard, Madagascar reconnaît que chaque pays est responsable au premier chef de son propre développement économique et social, d'où la nécessité de l'appropriation nationale par le renforcement des capacités pour s'attaquer aux aspects économiques et sociaux ayant un impact direct sur la population.

Toutefois, force est d'admettre que les promesses et les engagements vis-à-vis de l'aide publique au développement, tout comme ceux pris à Monterrey et dans les autres sommets, sont loin d'être honorés. Par ailleurs, nous en appelons à la volonté politique de tous pour la conclusion rapide du Cycle de Doha.

Madagascar tient à saluer ici les efforts et initiatives entrepris pour trouver des sources innovantes de financement du développement. Cependant, nous sommes encore loin des objectifs escomptés et la communauté internationale devrait se mobiliser davantage en vue de trouver les fonds nécessaires pour une meilleure prévisibilité et durabilité de l'aide.

L'Afrique subit de plein fouet les conséquences des crises successives de ces dernières années. Le continent africain demeure très vulnérable et est loin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Je ne veux pas m'étendre outre mesure sur les défis, mais permettez-moi de partager quelques réflexions sur les perspectives en Afrique.

Les chefs d'État africains n'ont jamais eu de cesse de souligner le rôle central de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en Afrique. Ils ont, entre autres, insisté sur le besoin d'étendre les surfaces cultivables et de moderniser l'agriculture.

La recherche de solutions adéquates pour atténuer les impacts des changements climatiques notamment sur l'agriculture africaine est vitale afin d'alléger la crise alimentaire.

Sur un autre plan, l'énergie est au cœur du développement et aucun pays ne peut atteindre son indépendance économique sans une politique énergétique bien définie. À cette fin, Madagascar entend promouvoir une politique intégrée des énergies disponibles (les énergies renouvelables, exploitation des ressources pétrolières) afin de réduire la dépendance énergétique.

Il va sans dire que l'amélioration des infrastructures socioéconomiques de base, l'assainissement et l'accès à l'eau potable, la bonne gestion de l'eau, l'accès

aux services de santé et à une éducation de qualité constituent la base d'un développement durable.

Depuis quelques temps, les pays africains se sont dotés d'un cadre de développement retraçant les besoins et les priorités fondés sur les réalités du continent. La mise en œuvre du cadre stratégique qu'est le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique requiert non seulement les efforts des pays africains eux-mêmes mais également l'appui de la communauté internationale.

Si les pays africains ont pris des engagements pour assurer leur développement, par exemple celui de consacrer au moins 10 % du budget à l'agriculture, force est de constater qu'en matière d'aide publique au développement, l'Afrique demeure la plus défavorisée. Aussi ne pouvons-nous que lancer un appel à la communauté internationale pour honorer les engagements si nous voulons vraiment que l'Afrique atteigne les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015.

Les problèmes environnementaux qui sapent considérablement les efforts de développement dans le monde en général, et en Afrique en particulier, requièrent également le leadership de notre organisation.

À la veille de la Conférence de Cancún sur le changement climatique, pourrions-nous encore nous accorder le droit de faire attendre, alors que la dégradation de notre environnement ne nous attend pas?

Loin s'en faut, elle s'accélère et entraîne avec elle des ravages meurtriers et des désorganisations massives, tant au niveau des populations que sur les économies. Le temps n'est plus à l'indécision, le temps n'est plus aux discours, car le temps est contre nous.

Point n'est besoin de souligner que les changements climatiques risquent d'aggraver le phénomène de la désertification et la sécheresse qui favorisent l'insécurité alimentaire à Madagascar, particulièrement dans la partie sud de l'île.

Chaque année, Madagascar est victime de catastrophes naturelles détruisant les infrastructures de base et les productions agricoles entre autres. Des efforts ont été entrepris par le Gouvernement malgache en matière de veille et de réduction/gestion des risques, ceci en coopération avec les organisations régionales et sous-régionales auxquelles le pays appartient. Par ailleurs, des actions ont été entreprises pour favoriser le renforcement des capacités aussi bien au niveau local que national.

En définitive, le défi majeur pour les pays en développement reste la corrélation entre le développement, la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources naturelles.

Les principes et objectifs de l'ONU pour les questions liées à la paix et à la sécurité internationales tels qu'ils sont énoncés dans la Charte lors de sa création demeurent d'actualité.

La communauté internationale est plus que jamais mobilisée sur la question du désarmement sous ses divers aspects. Nombreux sommets et rencontres internationales y ont été consacrés pour trouver les solutions idoines.

Par ailleurs, la lutte contre le terrorisme nécessite une action concertée et une coopération efficace de tous les États Membres à tous les niveaux dans l'objectif de maintenir la paix et la sécurité internationales. En effet, le terrorisme a des effets dévastateurs plus particulièrement dans les pays en développement, pour ne citer

que l'exemple de la piraterie maritime dans la corne de l'Afrique et ses ramifications dans l'océan Indien, sans oublier les autres activités subversives de déstabilisation des pays de la région, y compris le trafic des drogues et la criminalité transnationale organisée. Est-il besoin de rappeler que la pauvreté constitue sinon le vivier du moins l'une des causes profondes du terrorisme.

J'en appelle à nous tous ici, représentants de la communauté internationale, pour une action concertée et un renforcement de la coopération régionale et internationale en vue de lutter de façon coordonnée contre ces fléaux.

En cette année du rapprochement des cultures, il me semble plus indispensable que jamais de soutenir, par tous les moyens, la création ou le développement des infrastructures de télécommunication et de locomotion dans les pays en développement, ainsi que la facilitation de l'accès de tous aux informations et nouvelles technologies de l'information et de la communication. En effet, seuls les échanges et le dialogue interculturel peuvent réduire, voire résorber, les incompréhensions mutuelles et les exclusions.

Dans la même optique, je pense qu'il serait judicieux et fructueux de promouvoir le dialogue interculturel dans tous les domaines de la vie internationale, à un moment précis où nous sommes en quête de nouveaux modèles afin de faire face aux crises mondiales actuelles. Car la culture est la marque particulière que chaque société humaine imprime dans toutes les facettes de son existence : politique, social, économie, etc. Et les innovations naissent des rencontres et des fusions entre les éléments de notre patrimoine commun qu'est la diversité culturelle.

Je ne saurais terminer sans exprimer et adresser à toutes les organisations internationales et régionales mes vifs remerciements de leurs engagements louables et déterminés dans la résolution de la crise politique malgache, à travers le Groupe international de contact. Actuellement, ce processus de résolution est entré dans une nouvelle phase décisive où tous les Malgaches ont à jouer pleinement leurs rôles : plus d'une centaine de partis et associations politiques ainsi que toutes les organisations de la société civile et tous les citoyens par le truchement de leurs représentants se sont concertés entre eux dans de multiples réunions d'envergure, notamment au cours d'une conférence nationale du 13 au 18 septembre 2010. Le but est d'organiser, d'ici avant la fin du premier semestre 2011, des élections fiables, acceptées par tous les Malgaches et reconnues par la communauté internationale, en vue de l'instauration d'une nouvelle République répondant aux aspirations du peuple et aux normes démocratiques.

L'appui et l'accompagnement des partenaires bilatéraux et multilatéraux à ces initiatives malgacho-malgaches sont vivement sollicités, car Madagascar ne peut plus attendre, et les 20 millions de Malgaches, en particulier les couches vulnérables de la population, ont énormément perdu durant ces 18 mois de crise et risqueraient de perdre leur âme si, par malheur, il y avait encore à patienter. Je suis sûr que vous tous, ici présents, sous l'égide de notre organisation commune, serez aux côtés de Madagascar tout au long de son parcours du combattant vers un avenir meilleur et plus prospère.

Qu'il se crée davantage des relations mutuellement avantageuses entre tous les pays du monde et entre ceux-ci et l'ONU pour un monde plus sûr, plus juste et plus pacifique!